



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des Affaires culturelles
Conservation régionale des Monuments historiques

**PLAN SÉCURITÉ DES CATHÉDRALES
2023 - ÉTUDE D'ÉVALUATION - ÉTAT DES LIEUX
ET PROPOSITIONS/ACTIONS**

Cahier des Conditions Générales d'Achat

I. Rappel Objet du marché :

Le périmètre de la présente étude porte sur les édifices suivants, à la fois culturels et culturels, classés au titre des monuments historiques, appartenant à l'État et affectés au Ministère de la Culture, pour la plupart définis comme établissements recevant du public :

1. Cher, Bourges, cathédrale Saint-Étienne, ERP de 1ère catégorie, type V
2. Eure-et-Loir, Chartres, cathédrale Notre-Dame, ERP de 1ère catégorie, type V
L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A depuis 1995, renouvelé en 2010.
3. Indre-et-Loire, Tours, cathédrale Saint-Gatien, ERP de 1ère catégorie, type V, 3 Bis. Indre et Loire, Tours, cloître de la Psalette, ERP de 5ème catégorie
4. Indre-et-Loire, Tours, église Saint-Julien, ERP de 3ème catégorie, type V avec activité de type Y
5. Loir-et-Cher, Blois, cathédrale Saint-Louis, ERP de 2ème catégorie, type V
L'édifice est doté d'un système sécurité incendie de type 4 couvrant la chaufferie avec 6 déclencheurs manuels dans les espaces recevant du public. Une étude de diagnostic sécurité incendie et installations électriques a été réalisée en 2022 par l'agence Maël de Quelen ACMH.
6. Loiret, Orléans, cathédrale Sainte-Croix, ERP de 1ère catégorie, type V,

II. Marché à Tranche :

Afin de mettre en œuvre dès que possible une première tranche fonctionnelle du plan d'action, il est proposé le fractionnement suivant du contrat :

- Tranche ferme : l'édifice test : la cathédrale d'Orléans
- Tranche optionnelle : les monuments restants, mentionnés au point I, Objet du marché

III. Délais de réalisation de l'étude :

Le délai prévisionnel est fixé à trois mois pour la tranche ferme et 9 mois pour la tranche conditionnelle.

IV. Modalités de règlement des comptes :

Pour chaque des tranches, au terme de chacune des trois étapes de validation des rapports, une facturation pourra faire l'objet de demandes d'acomptes suivant l'état d'avancement du marché. Le solde sera réglé après transmission et validation du rapport final complet, tel que prévu au cahier des charges.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-4 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Il est à noter que le type de formulaire est à choisir en fonction des types de documents transmis. Les opérateurs sont invités à se tenir informés des différentes mises à jour de Chorus Pro.

V. Clauses de réexamen :

Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de procéder à un avenant, conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 à 9 du code de la commande publique.

VI. Modalités d'actualisation des prix :

Les prix du présent marché sont réputés fermes, actualisables, selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ». Le coefficient de l'actualisation "Cn", applicable est donné par la formule suivante: $C_n = I(d-3)/I_0$, dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois de début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro. Les valeurs I et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence I_n (Index Ingénierie).

VII. Représentants de l'acheteur public :

La Directrice Régionale des Affaires Culturelles, Mme Christine Diacon
La Conservatrice Régionale des Monuments Historiques, Mme Anne Embs

VIII. Mode de passation du marché :

Le marché est passé selon une procédure adaptée (MAPA), procédure ouverte, conforme aux articles R2123-1/1, R2123-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

IX. Pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont :

- L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- Le cahier des charges CCATP et son annexe, « Plan d'action sécurité des cathédrales », mai 2023
- Le présent cahier des conditions générales d'achat

X. Utilisation des résultats :

1. Définition des résultats

Les résultats du marché, conformément à l'article 22.1 du CCAG/MOE, désignent l'ensemble des livrables du marché, quels qu'en soient la forme, la nature et/ou le support, qui résultent de l'exécution des prestations objets du marché, au rang desquels figurent notamment :

- Tous les documents constituant les diagnostics dont les textes, images, plans, études préalables diverses...

2 . Régime d'utilisation des résultats

Par dérogation à l'article 24 du CCAG/MOE, le **titulaire cède à titre non exclusif au maître d'ouvrage** avec l'ensemble des garanties de droit et de faits associés, au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits patrimoniaux et notamment les droits d'exploitation et les droits de reproduction, d'adaptation, de traduction de l'ensemble des livrables établis dans le cadre de l'exécution du marché.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du marché.

Les finalités d'utilisation des résultats sont notamment les suivantes :

La commande d'études avant-projet sommaire et avant-projet définitif et d'études de projet ...L'utilisation des résultats du marché comme documentation générale des monuments historiques ainsi que l'insertion au sein de tout projet architectural, de restauration ou de conservation du patrimoine culturel.

La cession des droits de propriété intellectuelle, consentie par le titulaire au maître d'ouvrage pour toute exploitation, est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures.

La présente cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée.

Le prix de la cession est compris dans le prix du marché.

Les droits cédés comprennent les prescriptions, de l'article L.131-3 du code de la propriété intellectuelle.

3 . Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du prestataire et à ses frais et risque, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur au prestataire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Vu et accepté, à
le

À Orléans le :

Le Titulaire du marché

La DRAC Centre-Val de Loire